

# Mons 2018 : LA CHARGE de Bouchez

## Georges-Louis Bouchez craint un marchandage entre PS et CDH pour débloquer les subsides

► Mons attend toujours les 3 millions de subsides que doit débloquer Alda Greoli (CDH), ministre de la Culture, pour Mons 2018. Cette Biennale devrait avoir lieu entre juillet et septembre 2018. *“Or, sans cette somme, organiser cette Biennale me semble compliqué. Ces 3 millions représentent grosso modo 30 % du budget global de Mons 2018. Le conseil d'administration n'a aucune idée du budget qu'il aura à sa disposition. Or, se lancer dans une organisation de ce type sans informations précises me semble aventureux”*, s'inquiète Georges-Louis Bouchez, conseiller communal MR et membre du conseil d'administration de la fondation Mons 2025, qui, avec la Ville de Mons et Mars, est à la manœuvre pour organiser ce mini remake de Mons 2015.

Problème, avec le changement de majorité wallonne, les relations entre le PS d'Elio Di Rupo, bourgmestre de Mons, et le CDH d'Alda Greoli se sont refroidies. Au point de mettre en danger la Biennale ? La première mouture du programme avait été jugée trop centrée sur Mons. *“Nous attendons l'avis de l'administration sur la seconde proposition. Ainsi, la ministre pourra se prononcer avant la fin de l'année pour décider ou non de débloquer les subsides”*, nous précise le porte-parole

d'Alda Greoli.

Georges-Louis Bouchez craint que l'obtention de ce subside ne donne lieu à un marchandage entre Elio Di Rupo (PS) et le CDH pour obtenir ces subsides.

**LE THÈME MÉRITE** qu'on s'y attarde. Ne serait-ce que pour la période à laquelle doit se dérouler Mons 2018. *“Je vais écrire au président du Parlement wallon, André Antoine, qui est aussi président de la commission de contrôle des dépenses électorales”,* ajoute Georges-Louis Bouchez. *“Car Mons 2018 aura lieu entre août et septembre 2018. Juste avant les élections communales et en intégralité dans la période suspecte définie par la loi. Comme par hasard. Alors qu'on aurait pu facilement la mettre à d'autres périodes, ou une autre année.”*

Le délégué-général du MR craint que cet événement culturel ne serve de propagande électorale. *“Il y aura énormément de discours, de textes à l'effigie de Di Rupo et du collègue, etc. C'est inacceptable en période électorale et cela constitue une forme de concurrence déloyale. Je vais donc écrire demander à la commission de contrôles des dépenses électorales de clarifier les choses préventivement. Pour que les supports et événements de Mons 2018 soient intégrés dans les comptes de campagne des candidats. Ou, au moins, que les visages et les noms des politiques ne puissent pas apparaître sur les documents liés à Mons 2018.”*

Adrien de Marneffe